

## CHAPITRE

# 4

## ELECTRONIQUE - EMPLOI ET FORMATION

### FONDAMENTAUX

Ce document présente certains fondamentaux des principaux sujets traités en commission.  
Il a vocation à s'enrichir lors de nos travaux.  
L'historique du « Fédérations » n'y est pas repris en intégralité mais reste disponible.

### SOMMAIRE

#### Pagination

1	-	La formation initiale .....	
2	-	La promotion de nos métiers auprès des jeunes .....	
3	-	La formation continue : financement pour les artisans et pour les salariés .	
4	-	La formation continue par le réseau FEDELEC .....	
5	-	Le paritarisme - le dialogue social .....	

## 1 – LA FORMATION INITIALE

### **Formation initiale par l'éducation nationale**

Pour nos métiers, trois diplômes de Education Nationale sont proposés :

- BEP Systèmes numériques (niveau 3 – référentiel révisé en 2016)
- BAC Professionnel SN (Systèmes Numériques) Option B qui se prépare en 3 ans (niveau 4, le référentiel devra être revu en 2022. Ce référentiel prévoit que le titulaire du baccalauréat professionnel SN est un technicien capable d'intervenir sur les équipements et les installations exploitées et organisées sous forme de systèmes interconnectés, communicants et convergents, de technologie numérique, des secteurs grand-public, professionnels et industriels.
- BTS SN option B (niveau 5)

Depuis le 8 janvier 2019, la nomenclature des certifications professionnelles a changé.

Dorénavant les niveaux de formations iront du niveau 1 le plus bas au niveau 8 le plus haut.

Seul le niveau 4 (Ex niveau IV du baccalauréat) reste inchangé. De ce fait notre CTM de niveau V devient un diplôme de niveau 3 et le BTS SN de niveau III devient niveau 5

Nomenclature de 1969	Nouveau cadre national
Niveau V	Niveau 3 CAP/BEP
Niveau IV (BAC)	Niveau 4 BACCALAUREAT
Niveau III	Niveau 5 BTS/DUT
Niveau II	Niveau 6 LICENCE
Niveau I	Niveau 7 MAITRISE / INGENIEUR
-	Niveau 8 DOCTORAT

### **Formation initiale par l'apprentissage et professionnalisation)**

La branche professionnelle dispose toujours de 3 formations inscrites au RNCP :

- **TSEC** (Technicien Service de l'Electroménager Connecté) du CFA DUCRETET
- **TSMC** (Technicien Service de la Maison Connectée) du CFA DUCRETET
- **Technicien d'après-vente en électroménager et audiovisuel à domicile** fait par l'AFPA

CTM-IDAVE (CFA des Chambres de Métiers ou AFPA) (2010)

Certificat Technique des Métiers Installateur-Dépanneur Audio-Vidéo – Electroménager, est complètement abandonné et n'est plus actif au RNCP depuis le 30 janvier 2020

2022 : L'enquête d'opportunité et de faisabilité réalisée par le CPPO<sup>(Glossaire)</sup>, suite à la demande de FEDELEC en CPNEFP<sup>(Glossaire)</sup>, a abouti aux démarches de création d'un **titre à finalité professionnelle** pour le métier de Technicien réparateur en électroménager et multimédia. Le référentiel de ce nouveau titre est en cours d'élaboration. Malgré l'urgence, cette formation ne pourra sans doute pas démarrer avant septembre 2023.

FEDELEC, avec un fort appui de plusieurs industriels de l'électronique, a fait la demande que la réparation « au composant » soit à nouveau intégrée dans ce référentiel.

Proposition est également faite d'une mention complémentaire à BAC+ 1 comprenant 3 modules : électronique, cybersécurité et réseau.

Le nouveau référentiel du BTS SN sera plus orienté vers l'électronique, la fabrication et la maintenance de cartes électroniques.

### **CFA Eugène Ducretet :**

Le Réseau DUCRETET, spécialiste des métiers de l'environnement connecté, créé en 1992 par FEDELEC et THOMSON, a acquis une solide expérience de la formation professionnelle aux métiers du commerce, des services et de la technique. Son offre de formation couvre les domaines des réseaux Très Haut Débit, de la Fibre Optique, du Multimédia, de l'électroménager, du smart home et de la smart city.

Au-delà du confort de vie dans l'habitat, les métiers des services à la personne sont également concernés par les enjeux du maintien à domicile grâce aux environnements connectés.

Gilles SAINT-DIDIER nous représente au Conseil d'Administration et assure nos relations privilégiées avec le réseau Ducretet.

Le Réseau DUCRETET, partenaire de la performance des entreprises, accompagne les besoins de formation des entreprises au travers de dispositifs de formation **Inter, Intra ou sur mesure**.

Chaque programme de formation peut être adapté selon les besoins des compétences à construire au cœur de l'entreprise.

Les différents dispositifs de formation, **apprentissage, professionnalisation, PRO A, AFEST, CPF de transition et POE**, permettent de trouver les solutions du financement auprès des différents OPCO.

La pédagogie active est au cœur de nos dispositifs avec la **FOAD**, la mise en situation pratique en centre et en entreprise avec l'**AFEST** (Actions de Formation En Situation de Travail) ou au travers de solutions **Blended Learning** (Mélange d'Apprentissage).

Le Réseau DUCRETET propose également des programmes individualisés dans le cadre de l'utilisation du CPF des salariés.

Le CSEM devient le CSEC (Conseiller Service en Equipements Connectés)  
Le TSED devient le TSMC (Technicien Service de la Maison Connectée)  
Les travaux ont été amorcés pour le titre TSMC

2022 : Les délais de réparation s'allongent et les services après-vente rencontrent des difficultés pour recruter. Capitalisant sur son expérience, l'association Réseau Ducretet réagit et se mobilise en formant davantage de jeunes et en ouvrant de nouveaux sites de formation. Ducretet a ainsi doublé sa capacité de formation sur les métiers de la maintenance et forme actuellement plus de 300 apprentis techniciens électroménager en alternance.

Il s'agit d'une première étape et Ducretet proposera ainsi 500 places en apprentissage dès la prochaine rentrée.

Les autres familles de produits sont également concernées et Ducretet élargit son offre de formation en formant à la réparation du PEM, du multimédia, de l'électroportatif et des nouvelles mobilités.

Il faut attirer plus de jeunes vers les métiers de la réparation, aussi pour ses 30 ans, Ducretet s'est offert une nouvelle identité visuelle avec de nouvelles couleurs et de nouveaux codes pour séduire le public jeune. La communication est principalement digitale et elle utilisera des messages clairs et simples, qui parlent "vrai" : **Ducretet, pour se former c'est du concret.** »

Il s'avère nécessaire de remanier les titres **TSEC** (Technicien Service de l'Electroménager Connecté) et **TSMC** (Technicien Service de la Maison Connectée) afin de répondre aux besoins du marché du travail.

Ces 2 titres arrivant à échéance au RNCP fin 2022, les travaux sur un nouveau référentiel sont en cours.

## 2 – LA PROMOTION DE NOS MÉTIERS AUPRÈS DES JEUNES

L'OPMQ - Observatoire Prospectif des Métiers et de la Qualification - a pour objectif de fournir tous les outils d'analyse (études, portraits, statistiques,...) permettant aux acteurs de notre branche professionnelle de définir des orientations stratégiques pour leur secteur.

De même pour les délégués FEDELEC qui interviennent auprès des Jeunes pour les aider à choisir leur orientation, cet outil est particulièrement complet et utile pour une projection en ligne.

Une fois formés, les jeunes doivent trouver des entreprises qui acceptent de les accueillir avec le niveau de technicité acquis lors de leur apprentissage, de leur formation. Toutefois, l'entreprise doit aussi prendre en compte la grille de classification et des salaires de la convention collective pour établir leur contrat. C'est souvent là que le chef d'entreprise estime que l'emploi repère de la grille de classification implique un niveau de rémunération trop élevé pour un « débutant ».

## 3 - FORMATION CONTINUE : FINANCEMENTS des ARTISANS et des SALARIES

### ARTISANS

#### **FAFCEA**

La réforme de la formation continue est passée par le regroupement de tous les FAF (fonds d'assurance formation).

Le FAF unique s'appelle désormais le FAFCEA (fonds d'assurance formation des chefs d'entreprise artisanale).

Les stages techniques des artisans sont financés par ce FAFCEA. Les stages transverses relèvent des fonds de formation des CMA (Chambre de métiers de l'artisanat).

FEDELEC s'appuie sur la CNAMS pour porter auprès du FAFCEA ses revendications récurrentes : se donner les moyens de se former en revalorisant la collecte et assurer aux artisans des prises en charge d'un niveau correct.

Il est troublant de constater que des « professionnels » ne sont plus en recherche de savoirs. Ils pensent que les informations glanées sur Internet, les réseaux sociaux ou encore les blogs, suffisent à répondre à leurs besoins.

La formation à distance est-elle une réelle concurrence ? Beaucoup la considère comme une source d'information aidant à la révision, mais reste sans pratique, donc ne peut être assimilée à une réelle formation.

### SALARIES

#### **AGEFOS- OPCA -OPCA**

Suite à la réforme des organismes paritaires collecteurs agréés en Opérateurs de compétences, depuis le 1er avril 2019, L'OPCOMMERCE est l'organisme financeur de la formation des salariés, en remplacement des Agefos.

L'Opcommerce regroupe 19 branches, dont la nôtre (FEDELEC : Commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager).

Dès le mois d'avril 2019, Fedelec a guidé les entreprises pour créer et valider leur compte Opcommerce, afin d'obtenir leur numéro indispensable lors de la première connexion.

Début 2020, Fedelec a assisté les entreprises dépendant d'un autre Opc (Adefim, Opcaim) à demander leur rattachement à l'Opcommerce en s'occupant de la saisie sur le site.

Pour tous les stages programmés, Fedelec propose un service complet à toutes les entreprises qui le souhaitent, en saisissant à leur place les demandes de prise en charge pour le compte de l'entreprise sur le site de l'Opcommerce. Les entreprises sont ravies et nous communiquent sans difficulté leurs codes d'accès et mot de passe.

Tous les stages liés au développement des compétences sont pris en charge.

Alors qu'ils ne l'étaient pas avec les Agefos, les stages Habilitation et Hauteur en sécurité sont également éligibles, ainsi que les stages Climatisation fluides frigorigènes TH2V TH5V (activité en hausse).

Les formations distancielles sont concernées par les prises en charge.

En avril 2021, en relançant des demandes de financement restées bloquées en attente de décision, FEDELEC a appris qu'il n'y avait plus de fonds disponibles sur la branche de l'audiovisuel au niveau national.

Pour rappel, en 1981, 1992 et 1996 les lois votées ont eu pour objectif de faciliter aux salariés de nos entreprises l'accès à la formation continue.

Mandatée par l'Etat, en 2018, France Compétences collecte auprès des entreprises la contribution à la formation continue pour les salariés de notre branche. Le montant collecté est d'environ 1 100 000 € et c'est l'Etat qui décide de la répartition.

35% (environ 350 000€) sont destinés au Plan de développement de compétences (ex-formation continue), les 65% restants sont attribués aux demandeurs d'emploi, etc...

On peut parler de « hold-up » de la formation par le gouvernement actuel, puisque 35% seulement de la totalité de la collecte sert à financer la formation continue de nos salariés.

A partir du 6 mai 2021, le budget de financement d'actions de formation passe à 1.500 € par an et par entreprise pour notre branche (de 1 à 50 salariés). Ce montant comprend la seule prise en charge des coûts pédagogiques. Les frais de salaires ainsi que les éventuels frais annexes ne sont plus pris en charge, comme à l'époque des AGEFOS.

#### **AFEST (Action de Formation En Situation de Travail)**

La Loi Avenir du 5 septembre 2018 donne une nouvelle définition de l'action de formation. Une action de formation est désormais définie comme « un parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel. Elle peut être réalisée en tout ou partie à distance mais aussi en situation de travail.

4 critères légaux définissent les conditions de la mise en œuvre d'une AFEST :

- Analyse de l'activité de travail pour l'adapter à des fins pédagogiques ;
- Désignation préalable d'un formateur pouvant exercer une fonction tutorale ;
- Mise en place de phases réflexives distinctes des mises en situations de travail ;
- Evaluations spécifiques des acquis de la formation qui jalonnent ou concluent l'action.

En résumé, une AFEST est un parcours visant un objectif professionnel, alternant phases de travail et de réflexion, accompagné, évalué et traçable.

Contrairement à la formation informelle, à la formation sur le tas ou le compagnonnage, l'AFEST est entourée d'un certain formalisme dont les critères légaux la consacrent comme action de formation à part entière.

Les OPCO ont comme mission de promouvoir les AFEST dans le plan de développement de compétences, en particulier auprès des PME/TPE. Certains OPCO envisagent le financement de dispositifs AFEST.

#### **GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences)**

La GPEC est un outil de gestion des ressources humaines. Les entreprises gèrent les ressources humaines. Le rôle de la Branche, assisté par son OPCO, est de proposer aux acteurs de la Branche les outils permettant de réaliser cette gestion. Il s'agit d'être dans l'anticipation, dans la préparation de la gestion des ressources humaines de demain. Il s'agit d'une approche au niveau de l'emploi et d'identifier les compétences qui vont devenir obsolètes, faire évoluer ou émerger des métiers.

Son rôle : proposer des offres de formation certifiantes ou qualifiantes, avec un fléchage des fonds pour accompagner l'évolution des compétences.

FEDELEC aimerait s'inscrire à la GPEC pour les antennistes et les réparateurs.

Afin d'accompagner les entreprises de moins de 10 salariés dans le développement de la formation professionnelle, le CPPO (Comité Paritaire de Pilotage de l'Observatoire), auquel participe FEDELEC, a souhaité poursuivre son analyse des problématiques d'emploi et de formation de la branche, en examinant les besoins en compétences des salariés des entreprises de moins de 10 salariés, pas forcément avec l'unique vision du chef d'entreprise, prenant en compte les deux points de vue (chef d'entreprise, salarié).

#### **Référencement Data Dock**

La loi du 5 mars 2014 confie à tous les financeurs de la formation professionnelle la responsabilité du suivi et du contrôle de la qualité des organismes de formation avec lesquels ils travaillent, pour améliorer la transparence de l'offre de formation et favoriser une montée en charge progressive de la qualité des actions de formation.

Chaque financeur peut alors décider de référencer ces organismes de formation pour les faire apparaître dans son catalogue de référence. Les deux organismes de formation du réseau FEDELEC, Asfodelec et Formadelec, ont effectué cette démarche et obtenu le statut « référençables » dans le DataDock.

Depuis janvier 2022, la certification de qualité QUALIOPI remplace le DATADOCK et est obligatoire pour tous les prestataires d'actions concourant au développement des compétences qui souhaitent accéder aux fonds publics et mutualisés. Elle concerne donc tous les prestataires, y compris les formateurs indépendants dispensant des actions de formation,

FEDELEC s'est appuyée sur l'un de ses partenaires, le CIAMS section Métiers pour l'ensemble des démarches de certification QUALIOPI. Les documents adressés aux entreprises pour les formations sont à cet entête.

## 4 - FORMATION CONTINUE PAR LE RESEAU FEDELEC

Afin de faciliter l'action de « phoning » et la gestion quotidienne des actions de formation, le logiciel GESTELEC, propre à FEDELEC, a été complété et modifié pour alléger au maximum les tâches administratives et répétitives des équipes.

Il leur faut continuellement s'adapter aux exigences des différents organismes finançant la formation continue, tant des chefs d'entreprise que des salariés.

Nous constatons un désintéressement pour la formation technique « brun », au profit du « blanc » et de l'antenne. L'arrêt de l'analogique est aussi un défi en termes de formation ; car si l'absence totale de signaux analogiques est une gageure pour les contrôles COSAEL, les antennistes non formés et non équipés de mesureurs ne sont pas prêts.

Un travail de fond doit être entrepris pour faire face à une concurrence grandissante dans les organismes de formation et pour proposer des stages nouveaux, avec d'éventuelles meilleures prises en charge.

Il conviendrait également d'élargir notre cible de professionnels. D'autres codes de la branche Electronique concernent également les activités de :

- Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé ;
- Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé.

Il faudrait connaître leurs besoins et être en capacité de leur faire des propositions.

L'offre formation du réseau FEDELEC a été reprise sous forme d'un cahier « Guide formation »

Ressortent notamment les stages BLANC, BRUN et une sélection de stages pour se diversifier.

2022 : À noter que l'OPCOMMERCE prend en charge le financement des salariés inscrits aux stages « Bornes de recharge pour véhicule électrique IRVE niveau 1 et 2 » et « Froid-Climatisation » pour les entreprises qui souhaitent s'orienter vers ces nouvelles activités et proposés dans le catalogue de formation FEDELEC

## 5 – LE PARITARISME - LE DIALOGUE SOCIAL

### CONVENTION COLLECTIVE – ACCORDS

- Accord relatif à la mise en place de l'intéressement du 14 mars 2018.

- Accord sur la participation du 14 mars 2018.

(voir en annexe l'article paru dans le numéro spécial congrès « Epargne salariale »)

- Accord relatif au métier de concepteur(trice) vendeur(se) cuisine du 14 mars 2018.

- Avenant n° 48 du 12 juillet 2018 relatif aux rémunérations conventionnelles pour l'année 2018 et à diverses dispositions conventionnelles : dons de jours, congés pour événements familiaux.

- Avenant n° 49 du 12 juillet 2018 relatif aux remboursements des frais liés à la participation aux réunions paritaires.

- Accord du 12 juillet 2018 relatif au financement du paritarisme dans la branche des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager ; le montant est fixé à 0.02 % de la masse salariale sans que son montant par entreprise ne soit inférieur à 50 € par an ; et création d'une association de gestion du paritarisme (assemblée constitutive prévue courant octobre) ;

### COMPLEMENTAIRE SANTE :

FEDELEC avec l'appui de l'AG2R a pu construire une offre santé adaptée aux petites entreprises de la branche « Electronique ».

### CONVENTION DE PREVOYANCE

Afin de préserver le système de prévoyance AG2R dont les entreprises bénéficiaient depuis des années, une convention tripartite entre FEDELEC – FENACEREM et l'AG2R a été signée le 28 octobre 2016 et est entrée en application au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### RAPPORT DE BRANCHE

C'est une enquête annuelle de la branche, réalisée par l'institut I+C. Son contenu est particulièrement intéressant. Il est communiqué de manière privilégiée à nos adhérents.

FEDELEC contribue à son financement. Ce rapport est un outil précieux et apporte des éléments statistiques de tous ordres qui permettent d'y faire référence pour défendre certains projets et objectifs.

### REPRESENTATIVITE PATRONALE dans la TPE

En 2019, « année de la pesée », FEDELEC dénombrait environ 1900 entreprises en électronique.

FEDELEC : 1889 entreprises (53,15%) pour 5853 salariés (11,66%) / en 2014 (1919 entreprises et 5233 salariés.)

FENACEREM : 1665 entreprises (46,85%) pour 44 356 salariés (88,43%) / en 2014 (737 entreprises et 38 046 salariés)

Les rattachements n'ont pas réellement bougé. Mais la FENACEREM s'est mieux mobilisée qu'en 2014 vers les TPE cotisantes en fait par les groupements pour faire remonter leurs attestations.

Pour mémoire, la répartition des moyens se fait selon la moyenne de ces 2 pourcentages.

FEDELEC conserve son implantation malgré la diminution du nombre d'entreprises de la branche.

La progression de la FENACEREM fera mécaniquement baisser un peu son audience « moyenne » (d'environ 38 à 32 % probablement).

#### PARITAIRES CPPO

En conclusion des échanges entre les membres du CPPO, le plan d'action suivant est proposé :

- Promouvoir le CQP « vendeur conseil en téléphonie et/ou électroménager et/ou multimédia » existant.
  - Via la plateforme Click&Form
  - Via les conseillers emploi-formation (réseau Opcommerce)
  - Via des outils de communication
- Se rapprocher des certificateurs qui proposent des parcours en middle management afin d'envisager des parcours contextualisés aux organisations et aux métiers de la branche
- Définir des compétences spécifiques (techniques) afin d'envisager des certifications à enregistrer au répertoire spécifique
- Rendre l'offre de formation lisible en lançant un groupe de travail sur Click&Form

Le CPPO travaille actuellement sur la réalisation d'outils de communication pour promouvoir le CQP Vendeur en téléphonie et/ou électroménager et/ou multimédia. La réalisation de ces outils a été confiée à la société **OBEA**.

Les prochains travaux auront pour thématique « Panorama Emploi – Certification de la branche des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager. Convention Collective n° 3076 ».

Le projet de cette étude vise à :

- Identifier les impacts de la transformation des métiers (un métier regroupe un ensemble d'emplois présentant des situations professionnelles identiques et similaires) sur les compétences. Il s'agira d'identifier les compétences nécessaires pour exercer aujourd'hui les métiers de la Branche et celles à acquérir et à développer à court et moyen terme
- Fournir des données clés de la Branche sur la quantification et qualification des effectifs salariés par métier

Nos délégués Jean-Louis BOSSARD et Éric WETZEL suivront ces travaux.

Le CPPO de la branche professionnelle « Commerce et service de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager » a fait une synthèse des études menées lors de l'année 2021, des projets d'études 2022 et de l'utilisation du budget 2021, ainsi que du budget 2022.

Quatre études interbranches ont été menée en 2021 : Etude Alternance, Etude transition écologique, Etude commerce idéal de demain, Etude canaux de communication vers les jeunes et leurs parents.

#### PARITAIRES CPNEFP :

La CPNEFP (Commission Paritaire Nationale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle) est une instance paritaire qui relève de la convention collective de la branche.

Elle remplit 3 missions principales :

- suivi prospectif de l'emploi, des métiers et des qualifications dans la branche,
- développement de la certification pour les salariés de la branche (création de CQP notamment),
- promotion de la formation professionnelle de branche (pilotage des fonds de la formation, choix des formations et

La CPNEFP pilote aussi le **CPPO** (Comité Paritaire de Pilotage de l'Observatoire) et prépare certaines négociations. FEDELEC tient le secrétariat de cette Commission (Philippe GRAND-CLEMENT).

Hormis les sujets qui relèvent de ses missions fondamentales, la CPNEFP a traité des projets suivants en 2019 :

- Suivi de la réforme de la formation professionnelle et impact sur la politique de formation de la branche
- Mise en œuvre du choix de la branche de changer d'OPCO (basculement d'AGEFOS PME vers l'Opcommerce au 1er avril 2019 et dévolution)
- Suivi de la mise en place de la formation au CQP vendeur-conseil TEM et de la désignation des jurys
- Lancement d'une campagne de communication sur le CQP TEM
- Travaux préalables à la mise en place d'une GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences) qui évoluera en 2020 vers une cartographie croisée des emplois, des compétences et des certifications,
- Suivi des entreprises en liquidation judiciaire et de leurs demandes de reclassement pour leurs salariés

La CPNEFP doit lancer une étude d'opportunité d'un futur référentiel de formation de dépanneur. Il pourrait se traduire comme :

- CTM (Certificat Technique des Métiers), délivré par les CMA (Chambres de Métiers et de l'Artisanat). Il se prépare en apprentissage en deux ans après la classe de troisième et permet d'acquérir un bon niveau de qualification technique,
- Ou un CQP (Certificat de Qualification Professionnelle), à créer

Au sein de la CPNEFP, FEDELEC dispose de deux sièges et donc de deux voix.

En 2020, cette commission paritaire s'est réunie 15 fois.

Grâce à l'implication de FEDELEC, un accord d'Activité partielle Longue Durée (APLD) a été signé pour les entreprises du secteur Electronique, dispositif de soutien économique face à la crise sanitaire.

#### RAPPROCHEMENT DES BRANCHES

Les organisations patronales FEDELEC, FENACEREM et la FNAEM (ameublement) se sont rencontrées à plusieurs

reprises pour amorcer un travail de réflexion et de comparaison sur l'opportunité des rapprochements des deux branches « Electronique » et « Ameublement » portant sur la convergence économique et sociale de ces secteurs et de leur convention collective respective.

Un calendrier de réunions paritaires interbranches vient se superposer à celui propre à chacune des deux branches concernées. Parmi les différents thèmes de la convention à réviser, les négociations ont débuté avec « le droit syndical » et « le contrat de travail ».

FEDELEC a été dans les premières à constituer et réunir un groupe pour travailler sur la nouvelle classification. Ces classifications ont évolué puisque des tests grandeur nature vont permettre de vérifier si elles sont applicables, cohérentes, s'il y a des problèmes de compréhension, etc...

FEDELEC craint que les entreprises ou les comptables ne tiennent pas compte de la classification, mais qu'ils se basent uniquement sur le salaire.

FEDELEC travaille au référentiel d'une formation sur les obligations et devoirs du chef d'entreprise, plus particulièrement sur les nouvelles qualifications qui rentreront en vigueur à court terme. Cette formation sera proposée au 1er trimestre 2022 avec une sensibilisation qui se fera au second semestre 2021.

#### FINANCEMENT DU PARITARISME

POURQUOI ce financement du paritarisme : toutes les entreprises de la branche et leurs salariés bénéficiaient des avancées sociales apportées par la convention collective, et seuls les adhérents des organisations syndicales et patronales en supportaient le poids d'autant plus lourd, que les réformes ne cessent de proliférer, imposant un rythme jamais vu à ce jour.

#### AGFPN (Association de gestion du Fonds paritaire national)

En 2015 FEDELEC a pu signer une convention avec l'AGFPN (l'Association de gestion du fonds paritaire national).

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a prévu la constitution d'un fonds paritaire contribuant au financement des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs. Ce fonds est géré par l'AGFPN.